

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la priorité que constitue la formation professionnelle dans la politique gouvernementale et son importance pour l'avenir de la France, Paris, Cité des Sciences de la Villette, le 12 septembre 1989.

Mesdames et messieurs,

- Voici le premier rendez-vous national de la formation professionnelle et j'ai tenu à m'associer à ces travaux. C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai pris connaissance du programme : 21 ateliers aux disciplines les plus diverses qui tous, toutes, vont vers le service. Lequel est le plus important ? Impossible à dire. En tout cas, cette formation est considérée par les responsables du pouvoir politique, et donc par notre peuple qui les ont choisis comme une priorité. Il faut bien se rendre compte que cette priorité n'est pas un vain mot. La priorité donnée à l'éducation nationale dans son ensemble, bien entendu, et c'est si vaste ! Encore fallait-il mettre le doigt sur quelques points sensibles, complémentaires, la formation professionnelle, la recherche et de cet ensemble j'attends vraiment le commencement des temps nouveaux dans la manière de considérer l'accession du plus grand nombre au savoir et donc au travail.

- Vous l'avez dit, avoir placé cet événement sous l'égide de Condorcet, a une grande signification. C'est à la fois marquer une grande ambition, revendiquer cette ambition : l'application à la formation des hommes, des exigences que sont l'égalité et la justice. Elles ont été celles de ce visionnaire. Je me réjouis particulièrement de ce patronage et de l'hommage ainsi rendu à un homme qui sut mieux que les autres et très souvent avant les autres, plaider en faveur de l'égalité des hommes, entrevoir la place de l'éducation permanente dans cette quête de l'égalité, pressentir la nécessité d'une formation conciliant le développement de la personne, la préparation du citoyen et l'instruction du professionnel.

La formation, première priorité de la nation.

- A certaines époques, cette formation a pu apparaître comme le luxe ou le privilège d'une élite. Elle est aujourd'hui une priorité absolue pour tous, un besoin essentiel pour tous les citoyens de tous les âges de la vie. Le poids politique, culturel, économique, technologique d'un pays se mesure à l'aune de son patrimoine humain. Que de fois l'avons-nous répété, il faut le dire encore. Et c'est vous, mesdames et messieurs, qui allez mettre en oeuvre cette volonté d'élever la valeur, la compétence des femmes, des hommes, et de toutes les formes d'activités auxquelles sont liés étroitement les producteurs.

- En vérité si la formation, qui conjugue l'impératif économique et l'exigence de justice sociale est aujourd'hui cette priorité que nous réclamons comme une sorte de leitmotiv, refrain indispensable, cela n'est pas allé sans mal et le chemin a été long, à travers deux siècles de débats, de luttes, de réformes, de contradictions. Le point où nous en sommes est une avancée décisive.

- C'est vrai, la Révolution française a créé les grandes écoles d'ingénieurs, le conservatoire national des arts et métiers, mais la grande masse des salariés, illettrée, d'origine rurale, est restée longtemps, reste trop souvent encore, à l'écart de l'accès au savoir. C'est pourquoi

pendant le siècle précédent, la question de la formation professionnelle a été inséparable de celle de l'instruction publique, qui était l'essentiel alors, l'instruction du peuple. Il fallait bien commencer par là.

- Et si la fin de la première guerre mondiale a vu s'instaurer une première législation sur la formation professionnelle initiale, eh bien, il a encore fallu attendre près de cinquante ans pour assister au développement effectif de la formation continue. Vous, qui êtes les acteurs de la formation, vous qui entraînez le mouvement, qui le créez, qui veillez, vous mesurez l'importance de cette action, avant que le pays même ait pu disposer d'un système cohérent auquel maintenant vous êtes attelés. Vous avez fait un immense travail préparatoire & vous avez mis la main à la pâte & vous y avez consacré une part de votre vie. Je crois qu'on ne peut agir ainsi sans avoir une haute conscience de son devoir de citoyen.\

La priorité en faveur de l'éducation et de la formation doit, je le pense, s'exercer dans quatre directions différentes, qui sont interdépendantes et qui constituent ce que d'autres ont appelé "le carré magique" de la formation.

- Première direction : permettre l'accès de chaque adolescent à un diplôme.

- Le droit à l'éducation proclamé dans la loi d'orientation doit être garanti à tous les enfants, bien entendu, par définition, quelles que soient leurs origines sociales, culturelles ou géographiques. Cela signifie que tout jeune doit atteindre à l'issue de sa scolarité un niveau de formation reconnu : le certificat d'aptitude professionnelle, le brevet d'études professionnelles, on peut imaginer ce que l'on voudra, un diplôme reconnu. Puisque notre société fonctionne sur ces données, eh bien il faut en passer par là. Et puis après tout, c'est un bon critère.

- Mais c'est à nous tous qu'il importe de briser cet injuste enchaînement qui conduit encore chaque année 100000 jeunes à la sortie de l'école sans aucun diplôme. On imagine ce qu'ils deviennent, on le sait bien. Que de fois ai-je constaté lorsque j'étais représentant d'un département du centre de la France, qu'en vérité, d'un canton à l'autre, selon sa nature sociologique, rural, paysan, ou strictement ouvrier, combien de dizaines de milliers d'enfants échappaient à l'école ou s'en évadaient. Si tôt qu'on pouvait penser que la République manquait à son devoir.\

La deuxième direction c'est celle qui doit porter au plus haut niveau possible la culture générale scientifique et technique de la nation.

- J'ai déjà dit que - je me cite, pardonnez-moi, cela ne m'arrive pas très souvent & d'ailleurs j'éprouve plus de plaisir à citer les autres & c'était dans une lettre que je vous ai adressée - je n'avais pas à décider du nombre de jeunes diplômés qu'il faudrait à la France de l'an 2000. En effet une sorte de concurrence s'était établie entre un certain nombre de responsables politiques, y compris au sein des gouvernements ou de ce gouvernement, pour dire voilà, il en faut tant. Je n'en sais rien. Mais la conquête de l'avenir dans ce domaine comme dans les autres ne peut être que le fruit d'un immense élan national. Alors, le plus possible. Ensuite, il appartient aux professionnels d'en déterminer les conditions et les moyens. On sent chez ces jeunes un immense appétit de savoir. Déjà, d'après les statistiques qui m'ont été fournies, 50 % d'une génération parvient au niveau du bac, mais plus de 80 % des enfants d'enseignants et de cadres supérieurs et moins de 25 % des fils et des filles d'ouvriers non qualifiés.

- Il est normal qu'on ait fixé une sorte d'objectif, celui qui a été fixé par la loi en tout cas, afin de porter aux alentours de ce fameux an 2000, 80 % d'une génération à ce seuil élevé. Une entreprise extraordinairement difficile quand on examine le point d'où l'on part. Il y faudra donc une énergie farouche et l'expression d'une volonté nationale. C'est le rôle d'abord des membres du gouvernement que d'être l'interprète de cette volonté. Mais que pourraient-ils faire les membres du gouvernement sans des milliers de citoyennes et de citoyens engagés dans cette action et qui y croient, si l'on en fait l'un des objectifs essentiels de leur propre vie professionnelle et personnelle.

- Maintenant, il faut bien se rendre compte que si l'on fixe à 80 %, c'est parce qu'on pense que c'est possible, mais aussi c'est parce qu'on pense que cela correspond exactement aux attentes ou aux nécessités de l'avenir pour la France comparées à tant d'autres pays.

Un aspect du problème est-il aussi important que celui des conditions de la formation ?

- J'ai parlé du baccalauréat, j'aurais pu tout aussi bien évoquer les universités, car là aussi s'exprime cette aspiration. L'Etat doit s'organiser quoiqu'il en coûte pour que tous les bacheliers qui le demandent puissent être admis à poursuivre des études supérieures dans des conditions d'accueil et d'encadrement dignes de notre pays. De ce point de vue, il reste beaucoup à faire. On sait à quel point le ministre de l'éducation nationale s'y attache avec cœur et continuité. La troisième direction que je me permets de vous indiquer, est de bâtir l'enseignement du XXI^{ème} siècle. Nous y sommes, à portée de la main. J'avais demandé, il y a quelques années au Collège de France un rapport - rapport remis en 1985 - étudiant les conditions de ce que devrait être l'enseignement de l'avenir. Il m'avait répondu dans un document très intéressant et qui continue - à mon avis - d'être la source de beaucoup d'actions, qu'il conviendra de mener à bien, pour unifier les savoirs transmis, éviter l'éclatement, l'éparpillement des disciplines et reconnaître en même temps la diversité des formes d'excellence. Il n'y a pas de hiérarchie selon que l'on travaille avec ses mains ou avec son esprit car l'esprit a besoin des mains. Et que feraient les mains sans l'esprit ? C'est tout à fait une distinction qui correspondait à des distinctions et à des critères sociaux, de hiérarchie sociale, auxquelles nous devons échapper.

- Je pense que ce point vous tiendra à cœur. Reconnaître la diversité des êtres humains et des intelligences cela implique que nous parvenions à abolir les coupures, les ségrégations ou les hiérarchies traditionnelles, enfin artificielles en tous les cas, entre les travaux que je viens d'évoquer - travaux intellectuels, travaux manuels - entre la connaissance pure et la science appliquée, entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel. En vérité, nous ne partons pas de rien et chacun s'accorde à reconnaître le succès des instituts universitaires de technologie, celui des brevets de techniciens supérieurs, celui des bacs professionnels. Cependant reconnaître la qualité de l'oeuvre accomplie ne peut nous dispenser de voir clair. Enfin bref, nous ne devons pas sous-estimer la tâche qui nous incombe aujourd'hui, celle qui reste devant nous et qui elle-même - je viens de le dire - est immense.

La quatrième direction, c'est faire de la formation l'affaire de toute une vie. Vous le savez mieux que quiconque, vous qui m'écoutez, la formation ne peut être circonscrite dans la scolarité initiale. L'affaire de toute une vie pourquoi ? Parce que trouver un emploi est d'autant plus difficile que la formation acquise est faible. L'échelle des taux de chômage est éloquent : plus de 34 % pour les sans diplômes, 9 % pour ceux qui ont un premier diplôme universitaire.

- Et au-delà, pour ceux qui ont un emploi, les possibilités de le conserver sont également liées au niveau de formation et à l'entretien des compétences acquises. D'après l'INSEE, 3 millions de personnes occupent aujourd'hui des postes non qualifiés et d'après le Haut comité d'éducation-économie, 11 millions de personnes ont quitté l'école sans diplôme. C'est ce que je vous disais au niveau national appliqué à l'expérience modeste qui était la mienne dans un département moyennement peuplé. Même si l'on admet que chacun a beaucoup appris dans sa vie professionnelle, il demeure que notre pays doit avancer pour se hisser au premier rang de ses partenaires dans le monde et particulièrement de ses partenaires européens.

Il y a une autre réalité également préoccupante. Alors que le niveau du chômage reste très élevé - vous l'avez parfaitement dit -, que la durée du chômage s'accroît, que se constitue un noyau dur des chômeurs de longue durée, il est triste de considérer que nombreuses sont les entreprises dans certaines branches qui déplorent une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. Alors il y a quelques centaines de milliers de travailleurs en chômage qui s'enferment à partir de 50 ans dans une situation dont ils ont les plus grandes peines à sortir, tandis que l'on réclame vainement. L'effort qui a été accompli récemment au cours des décisions gouvernementales des derniers Conseil des ministres à votre initiative, me paraît si déterminante que j'ai presque regretté que les 100 premiers mille ne soient pas davantage. On s'y attaquera dès les années prochaines. Cela dépend pour beaucoup des crédits. Encore fallait-il sans doute créer les premiers réseaux et ne pas choisir un effort que nous n'aurions pas été capables de mener à son terme. Mais il faut bien lier les données et faire que les crédits, la capacité d'accueil et d'enseignement soient tels que nous accroissions considérablement ces chiffres au cours des prochains exercices.

- Qu'est-ce que cela revient à dire ? Sinon qu'il faut faire davantage et mieux. Former davantage pour que chacun ait plus de chance de former parce que chacun est capable de changer de métier

..... dans sa vie professionnelle - pourvu qu'il y soit préparé -, et former mieux parce que le système productif évolue de façon permanente et si rapide. Ceux qui trouveront leur place se sont ceux qui auront acquis à temps les savoir-faire nouveaux. D'ailleurs c'est l'explication principale de la crise. La crise, qu'est-ce que c'est que ce mot ? On pourrait croire que c'est une donnée sur laquelle on ne peut rien ou l'effet de causes mystérieuses. Mais il se produit de façon accélérée depuis les grandes avancées de la science, des périodes pendant lesquelles la société trop lourde et trop lente est incapable de suivre les progrès de la science et de la technologie pendant un certain temps. Plus cette société est lourde, plus elle est lente, plus elle est sclérosée et plus elle met de temps à rattraper à la course les avancées technologiques. Pendant ce temps, c'est la crise. Mais c'est à la disposition du vouloir et de l'intelligence des hommes que de parvenir à réduire cette distance.

- On rencontre beaucoup d'obstacles : le conservatisme est partout et les habitudes de pensée, les intérêts se croient garantis lorsqu'on ne change rien. C'est le contraire. Les grands intérêts sont mieux servis par une disposition d'esprit capable de comprendre qu'avec le temps qui vient constamment il faudra modifier les formes du savoir, parce que les métiers changeront. Alors j'insiste sur cette donnée. Qu'est-ce que c'est que je vous dis là, sinon l'ambition d'une formation continue. Offrir à tous une autre chance, une deuxième chance, peut-être une troisième ou une quatrième, le long de la vie. Et je me suis réjoui de voir tant d'efforts entrepris pour permettre à des gens considérés déjà comme sur le deuxième versant, le moyen de s'adapter à ces techniques nouvelles. A plus forte raison, faut-il commencer par le commencement, c'est-à-dire former les plus jeunes. Ce sera plus aisé et ce sera plus logique. Et en même temps on servira mieux leur propre réussite normale, leur réussite humaine, qui constitue pour nous un devoir si dès le point de départ nous créons l'outil pour cela.

J'ajoute que votre présence, mesdames et messieurs, très nombreuse dès l'ouverture de ces jours de travail, témoigne d'un intérêt pour l'évolution de ce qui est devenu un véritable métier. Vous avez joué et vous continuerez de jouer un rôle indispensable. Le gouvernement a une conviction profonde : c'est ce que j'ai appelé la priorité absolue, la formation professionnelle. Mais je n'aurais pas fait ce que je devais faire si je ne signalais pas au pays tout entier à quel point sont déjà nombreux et dévoués les artisans de cette projection de la France et des travailleurs français sur les conquêtes de l'avenir. De ce point de vue, l'adoption du crédit formation marque une étape décisive - je l'ai dit tout à l'heure - puisque j'ai même souhaité que vous puissiez élargir cette action. En un an, afin de garantir à 100000 jeunes la chance d'acquérir par une formation professionnelle une réelle qualification, vous avez su mobiliser des masses financières importantes, constituer 400 zones de formation, mettre à profit les initiatives importantes de ces dernières années, telles que les centres de bilan, les missions locales et en inventer de nouvelles. Bref, vous avez donné un souffle nouveau, une cohérence qui manquait au paysage de la formation et je vous en remercie.

- Il faut que cette idée progresse encore et progresse vite.

- Cette deuxième chance, cette instruction poussée plus loin, cette instruction plus variée, les intérêts collectifs de la nation, de nos entreprises, tout cela se conjugue avec l'intérêt des individus. Sachons y travailler.

- Il y a un peu plus d'un siècle, vous vous en souvenez, commençait grâce aux grandes lois de la IIIème République, la première révolution de l'instruction publique. On peut dire que notre siècle dans notre pays a été marqué profondément par ces décisions. Et maintenant, de nouvelles forces sont engagées à l'échelle du monde qui aiguissent la compétition entre les nations, qui ouvrent sans cesse des champs nouveaux à la connaissance de l'homme, qui bouleversent les références culturelles des individus et des peuples.

- Ce carré magique de la formation que j'ai tenté de décrire au fil de mon propos - le diplôme minimal, l'égalité des chances pour le baccalauréat et l'enseignement supérieur, la réforme des programmes, la formation tout au long de la vie - cela constitue le coeur même de la seconde révolution de l'éducation qui permettra à notre pays d'entrer de plain-pied dans le temps qui vient. Mais il est déjà là. Comment inventer une coupure artificielle comme un mur qui serait

dressé entre l'avenir et le passé ? Le présent nous fabrique tous les jours. L'avenir s'engloutit dans le passé à chaque seconde. C'est donc de notre action quotidienne, de notre volonté persévérante et de notre ambition immense pour la France et pour les Français que naîtra une façon nouvelle d'appréhender des modes de travail, des capacités et de préparer chacun à cette seule véritable noblesse que l'on puisse reconnaître, qui est celle du savoir.\